



Une France plus attractive pour les étudiants et les chercheurs étrangers

Avec plus de 265 000 étudiants étrangers, la France se situe au 3ème rang mondial des pays d'accueil, presque à parité avec l'Allemagne, derrière les États-Unis et la Grande-Bretagne. Conduite depuis huit ans, la politique française d'accueil des étudiants étrangers porte ses fruits, avec une croissance positive, la plus forte après les États-Unis de 1998 à 2001 et après le Royaume-Uni en 2002, 2003 et 2004. L'évolution des effectifs est également qualitative : la croissance des flux est plus forte dans les disciplines (économie, gestion, sciences) et les niveaux (master et doctorat, soit 52% des effectifs) retenus comme prioritaires.

Les mesures suivantes ont concouru à ce résultat :

► **Augmentation du nombre des bourses** octroyés par le ministère des Affaires étrangères en faveur des étudiants étrangers et **mise en place de programmes d'excellence**.

Près de 20 000 bourses sont allouées chaque année pour un total de l'ordre de 100 millions d'euros. 44% des boursiers du gouvernement français sont des étudiants ou stagiaires africains, 20% des Européens (dont les deux tiers hors de l'Union), 15% des ressortissants d'Asie ou du Pacifique, 13% du Moyen-Orient, 8% d'Amérique et des Caraïbes.

Les programmes d'excellence montent en puissance : **bourses Eiffel** (plus de 3 000 bénéficiaires depuis la création du programme, près de 400 bourses nouvelles chaque année de niveau master prioritairement, dans les domaines des sciences de l'ingénieur, du droit et des sciences politiques, de l'économie et de la gestion), **bourses Eiffel doctorat** (10 mois de bourse de mobilité pour environ 80 étudiants/an en co-tutelle ou co-direction de thèse), **Major** (plus d'une centaine de boursiers/an pour les meilleurs étudiants des lycées français de l'étranger), **Charcot** (21 bourses annuelles pour des formations par la recherche clinique dans les CHU français de médecins spécialisés anglophones et francophones).

Des collèges doctoraux ont été également récemment mis en place, au Japon, en Chine, au Brésil et au Chili.

► **Regroupement en cours des établissements supérieurs français en "pôle de compétitivité" (PRES ou Pôle de Recherche et d'Enseignement supérieur)** pour accroître la lisibilité de leur enseignement.

En se regroupant sur une base géographique et/ou thématique, les établissements atteignent une taille critique dans l'offre d'enseignement supérieur international.

► **Conclusion de nouveaux partenariats avec des collectivités territoriales et des entreprises.**

Les **programmes ARCUS**, lancés en 2005 avec des pays émergents, portent sur des projets de coopération en matière de recherche et de formation doctorale. Ils sont cofinancés par le ministère des Affaires étrangères et des collectivités territoriales. Ils permettent d'attirer sur le territoire français des doctorants et des chercheurs. 11 projets ont été retenus à ce jour dont, à titre d'exemple, un projet entre la région PACA et le Brésil, un projet entre la région Lorraine et la Russie ou encore entre le Languedoc-Roussillon et la Chine (région de Shanghai).

Un partenariat est également engagé avec des entreprises qui cofinancent des bourses. Ainsi, pour la seconde année consécutive, **THALES** soutient un programme d'étudiants indiens, chinois et russes souhaitant venir en France pour un master spécialisé en sciences de l'ingénieur ou en économie-gestion. 24 étudiants de Chine et d'Inde en ont bénéficié en 2006. Un autre programme portant sur les études ferroviaires est lancé cette année avec **ALSTOM**. Il s'adresse à des étudiants bulgares souhaitant effectuer une formation d'ingénieur en génie électrique ou mécanique.

► **Mise en place d'un guichet unique, le Centre pour les Études en France, pour conseiller et aiguiller les étudiants étrangers souhaitant poursuivre leurs études supérieures en France.**

L'étudiant étranger est accompagné à chaque étape de sa démarche pédagogique et de la procédure administrative. Le nouveau dispositif d'accueil, d'orientation et d'aide à la constitution des dossiers administratifs (inscription universitaire, demande de visas, hébergement...) repose sur les Centres pour les Études en France (CEF). Testés dans une phase pilote en Chine, dans les trois pays du Maghreb, au Sénégal et au Vietnam, les CEF ont été étendus, dès 2006-2007, à plusieurs autres pays (Brésil, Cameroun, Canada, Colombie, Corée du Sud, États-Unis d'Amérique, Gabon, Guinée, Inde, Liban, Madagascar, Mexique, Russie, Syrie et Turquie). Ils ont vocation à être généralisés.

► **Allègement des mesures administratives liées à l'entrée et au séjour en France introduit par la loi du 24**

juillet 2006.

La loi 2006-911 du 24 juillet 2006 relative à l'immigration et l'intégration vise à améliorer et à adapter les procédures administratives relatives à l'entrée, au séjour et au travail des étudiants étrangers. Les critères de délivrance des visas de long séjour seront précisés par un décret en cours d'élaboration par le ministère de l'Intérieur, le ministère des Affaires étrangères et le ministère de l'Éducation nationale.

► Adoption d'une charte de qualité.

L'instauration depuis la dernière rentrée universitaire d'une « charte de qualité pour l'accueil des boursiers du gouvernement français » s'inscrit dans le parcours de réussite de l'étudiant étranger. Concernant tous les acteurs du dispositif, cette charte s'applique à l'ensemble de la chaîne d'accueil de l'étudiant, de sa préparation à une mobilité jusqu'au retour dans son pays d'origine.

► Ouverture de vitrines d'excellence de l'enseignement supérieur français à l'étranger.

Parallèlement à sa politique d'accueil d'étudiants étrangers, la France exporte son savoir-faire pédagogique et encourage les grands établissements d'enseignements supérieurs à s'implanter à l'étranger. Les vitrines de ce savoir-faire français concourent à l'attractivité de notre territoire pour les chercheurs et les étudiants :

Université Galatasaray en Turquie, Universités françaises d'Égypte et d'Arménie, Écoles supérieures des Affaires de Beyrouth et d'Alger mais également Écoles interÉtats en Afrique sub-saharienne telles l'École vétérinaire de Dakar et la Fondation 21e à Ouagadougou spécialisée dans les domaines de l'eau et de l'environnement, implantation de Paris IV à Abou Dhabi, mise en place de l'École centrale à Pékin.

Plusieurs projets sont en cours de montage au Pakistan et au Qatar notamment. La France poursuit également son soutien aux filières francophones diplômantes (127 filières ont accueilli près de 18.000 étudiants en 2006).

► Lancement de CampusFrance.

Pour parachever ce dispositif et poursuivre la simplification des procédures dans un environnement de plus en plus compétitif, la France crée une agence pour la mobilité internationale, universitaire et scientifique, CampusFrance. Cet opérateur reprend les missions jusqu'ici exercées par EGIDE, EduFrance et le CNOUS, pour ses activités concernant les étudiants étrangers. Il est placé sous la double tutelle du ministère des Affaires étrangères et du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Cet établissement a le statut de groupement d'intérêt public (GIP). Avec CAMPUSFRANCE, les étudiants étrangers n'auront plus qu'un seul interlocuteur qui les accompagnera dans leur projet d'études en France, depuis leur orientation, l'aide à l'inscription, l'accomplissement des formalités administratives jusqu'à leur installation en France et le suivi de leur scolarité.